

*Allocution de CLAUDIA ROTH,  
vice-présidente du Bundestag allemand,  
prononcée le 12 novembre 2017  
à Bonn  
en ouverture de la réunion  
de l'Union interparlementaire organisée à l'occasion de la COP23*

*La version prononcée fait foi*

Cher Monsieur Bainimarama,  
Chère Madame Luveni, chère collègue,  
Chère Madame Cuevas Barron,  
Chère Patricia Espinosa,  
Mesdames, Messieurs,

Bien des discours commencent ainsi,  
et il peut parfois ne s'agir que d'une simple formule.

Mais je suis tout à fait sincère quand je dis  
que c'est pour moi une joie et un honneur incommensurables  
de pouvoir vous accueillir tous, chères et chers collègues,  
au nom du Bundestag allemand –  
au « bras parlementaire » de la COP23,  
la plus grande conférence interétatique  
jamais organisée en Allemagne.

Il est vraiment très encourageant de voir  
combien de représentantes et de représentants des parlements du monde  
se sont retrouvés à Bonn –  
et que la tradition, née à Paris,  
d'une participation proactive commune de l'UIP aux conférences sur le climat  
puisse se perpétuer cette année aussi.

J'estime que cette participation parlementaire est déterminante :  
Nous autres, députés, représentons ces assemblées où bat le cœur de nos démocraties,  
nous autres, députés, sommes les législateurs –  
et quand il est question de la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat,  
quand il est question de la survie de la planète,  
c'est précisément ceci qu'il faut :  
des lois intelligentes,  
clairvoyantes,

ambitieuses.

L'urgence de la question est plus qu'évidente.

L'année 2016 a été marquée par le troisième record annuel consécutif de chaleur.

La concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a progressé l'année dernière à un rythme encore jamais atteint.

Elle est aujourd'hui supérieure au niveau des trois à cinq derniers millions d'années.

Pour des millions de personnes, il y a longtemps que le changement climatique n'est plus un phénomène théorique,

mais synonyme de pertes de récolte ou de pénurie d'eau,

d'inondations ou de canicule,

d'une perte incommensurable, l'abandon de leur terre natale.

Et chez nous aussi, ici,

dans cette Europe qui se croit en sécurité,

les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient,

tandis que le niveau des mers ne cesse de monter.

En d'autres termes :

Le changement climatique est prouvé scientifiquement,

le facteur anthropique n'est pas à ranger au rayon des *fake news* –

et au final, le respect de l'objectif du « nettement en dessous des deux degrés » constitue peut-être le défi le plus important

que l'humanité ait à relever.

Dans ce contexte, la signature de l'Accord de Paris sur le climat était une étape cruciale, c'est incontestable.

Mais la véritable importance historique se révèle toujours a posteriori,

pas par une simple signature,

mais dans la mise en œuvre.

C'est pourquoi notre mission commune consiste maintenant

à engager une véritable volte-face dans la lutte contre le réchauffement climatique.

À Paris, nous avons couché sur le papier

ce que signifie la responsabilité mondiale –

maintenant, nous devons prouver cette responsabilité.

Et cela n'est possible,

chères et chers collègues,  
que si nous agissons tous avec détermination,  
tout en nous aidant mutuellement.

L'action contre le changement climatique n'est pas une simple affaire technique,  
mais avant tout un défi en matière de « responsabilité commune, mais différente » –  
elle présuppose aussi et surtout la solidarité des pays les plus aisés,  
et doit finalement aussi être comprise dans sa dimension de justice sociale.

À cet égard, il est certes déterminant  
de compenser le financement des fonds correspondants,  
mais il faut plus que cela.

Je vois en particulier la mission  
de considérer, partout dans le monde, le changement climatique comme un défi qu'il s'agit  
d'accepter et de combattre,  
et qui touche particulièrement les pays qui,  
PREMIÈREMENT, ont le moins contribué au réchauffement planétaire,  
DEUXIÈMEMENT, sont déjà confrontés à une grande pauvreté et à de nombreuses inégalités,  
TROISIÈMEMENT, ont le moins les moyens nécessaires à une adaptation –  
et où le changement climatique,  
QUATRIÈMEMENT,  
constitue une menace particulière pour certaines catégories de population :  
les femmes et les enfants,  
les personnes âgées,  
les handicapés.

Ce sont eux  
qui souffrent le plus  
quand les conditions de vie ne cessent de se détériorer,  
quand le changement climatique les pousse de plus en plus à un exode climatique.

C'est pourquoi, chères et chers collègues,  
c'est AUSSI ici, à Bonn,  
de justice qu'il est question.

La justice entre les différents pays de la communauté internationale,  
la justice au sein même de nos sociétés –  
mais aussi : la justice entre les générations.

Cette Terre, nous l'avons simplement empruntée à nos enfants –  
telle est l'idée-force du mouvement écologique en Allemagne.

Cette phrase n'a jamais été aussi actuelle qu'aujourd'hui.

En effet, les générations futures n'ont aucune responsabilité dans le changement climatique, mais elles en seront les vraies victimes si nous hésitons.

Alors, n'hésitons pas,  
car nous sommes à la fois la première génération à ressentir les effets du changement climatique  
et la dernière  
à pouvoir encore engager des changements fondamentaux.

C'est cela notre mission,  
et c'est justement ici que je vois le rôle particulier que nous autres, dans les parlements, avons à jouer,  
et l'un des nombreux atouts de la démocratie parlementaire :  
Nous avons la possibilité,  
et même le mandat, d'être  
la voix des citoyennes et des citoyens,  
les représentants légitimes et légitimés de la majorité et de la minorité –  
et aussi des différentes populations locales,  
dont les bases de l'existence menacent déjà littéralement de sombrer,  
mais dont les intérêts risquent de ne pas être entendus lors des négociations.

En même temps, nous autres, parlementaires, pouvons par exemple, ici, en Allemagne, chercher à avoir des échanges directs avec nos collègues de pays comme les Fidji ou le Népal,  
le Tchad ou les Kiribati,  
de pays comme le Bangladesh –  
et défendre leurs intérêts en matière de politique climatique en tant que partie intégrante de notre travail,  
de notre compétence législative,  
de notre PROPRE responsabilité.

C'est justement là que résident le sens et le but de la conférence d'aujourd'hui,  
c'est justement là que réside le but que s'est fixé l'UIP –  
et c'est, en fin de compte, notre responsabilité à tous.

Nous en arrivons au dernier point, qui est peut-être aussi le plus important que je voudrais aborder aujourd'hui :  
notre propre responsabilité.

Bien entendu, il est tentant  
de se contenter des premiers succès,

de montrer les autres du doigt,  
de remettre à plus tard les nombreuses décisions difficiles.

Mais nous n'avons pas été élus pour cela.

Nous avons été élus  
pour relever même les défis les plus difficiles.

Et cela implique que nous veillions  
à ce que la politique de NOTRE pays,  
que NOTRE façon  
de produire et de consommer,  
cessent de contribuer à la pauvreté,  
aux inégalités,  
et aussi au pillage de la nature,  
chez nous comme ailleurs.

C'est pourquoi il est BIEN ENTENDU bon et déterminant  
que nous autres, en Allemagne, ne nous contentions pas d'aider les autres pays dans leur  
lutte contre le changement climatique,  
mais que nous respections NOUS-MÊMES les objectifs climatiques fixés pour 2020, 2030 et  
2050,  
que nous abandonnions les énergies fossiles  
pour entrer dans le 100 % renouvelables –  
et que nous mettions en œuvre avec détermination la transition dans les transports et  
l'agriculture.

Ici, en Allemagne,  
ici, en Europe,  
dans d'autres pays d'Amérique du Nord et de nombreuses autres régions de cette planète,  
nous avons les moyens techniques et financiers,  
nous sommes investis d'une responsabilité vis-à-vis de l'histoire et de la société mondiale,  
celle d'agir en pionniers, de donner l'exemple dans la lutte contre le changement climatique  
–  
solidaires de vous et de nous tous,  
de manière cohérente dans notre propre politique,  
et pleinement conscients de notre appartenance à une communauté mondiale.

Cela doit être notre voie,  
notre voie à tous.

En effet, ce n'est qu'en avançant tous ensemble,  
de Paris, en passant par Marrakech et Bonn, vers un avenir digne d'être vécu,

nous ne laisserons personne de côté –  
ni nos concitoyens,  
pas plus que notre planète,  
et encore moins les générations futures.

Pour paraphraser la devise de l'UIP :  
*for everyone / pour chacun*

Merci beaucoup